



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE DE SERVICES

ACHETEUR PUBLIC : ÉTAT, ADMINISTRATION SUPERIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET PARTICULIERES
C.C.A.P**

NUMERO DE CONSULTATION : 2025-E-AO-02-SEAC

OBJET DE LA CONSULTATION : PRESTATIONS DE SERVICES DE SECURITE DE L'AEROPORT DE WALLIS-HIHIFO

PROCEDURE DE PASSATION : PROCEDURE APPEL D'OFFRES OUVERT en vertu des articles R.2124-1 à R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019. Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1.1 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR		3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ		3
2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES		3
ARTICLE 3 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES		3
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ		4
ARTICLE 5 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL		4
ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....		4
ARTICLE 7 – DURÉE ET DÉLAIS.....		4
ARTICLE 8 – RÉGIME FINANCIER.....		5
8.1 – RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....		5
L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire ou à ses sous-traitants, ou, au mandataire, à ses co-traitants et leurs sous-traitants.....		5
8.2 – CONTENU DES PRIX.....		5
8.3 VARIATION DES PRIX		6
8.4 – RÉGLEMENT DES COMPTES.....		7
Article 8.5 – Transmission des factures.....		7
8.5.1 - Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou de sous-traitance..		8
ARTICLE 8.6 – INTÉRÊTS MORATOIRES		8
ARTICLE 9 – BONS DE COMMANDE		9
ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ – ASSURANCE.....		9
10.1 – RETENUE DE GARANTIE		9
10.2 - AVANCE.....		9
10.3 – ASSURANCE		10
ARTICLE 11 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS		10
11.1 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....		10
ARTICLE 12 – MODALITÉS DE MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXÉCUTION.....		10
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS		12
13.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD		12
ARTICLE 14 – NANTISSEMENT ET CÉSSION		14
ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE		14
ARTICLE 16 – RÉSILIATION		15
ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTÉ »		15
ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPÉTENT		16
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG.....		16

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations de services de sécurité de l'aéroport de Wallis-Hihifo en particulier :

- La fermeture quotidienne du portail du parking véhicules ;
- La sécurité de l'aérogare ;

1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge est l'Aviation Civile des îles Wallis et Futuna.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Fournitures et Services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

1. L'Acte d'engagement (A.E) et ses annexes,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P) et ses annexes,
3. Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes,
4. Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U),
5. Mémoire technique du candidat,
6. Bon de commande.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – DELAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité de l'offre sera de **120 JOURS** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 4 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en vertu des dispositions des articles R.2124-1 à R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5 du code de commande publique 2019. Il suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique relatif aux accords-cadres.

ARTICLE 5 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même, ses co-traitants et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur du respect des obligations prévues par le code du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect des obligations susvisées par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, L.5221-3 et L.5221-11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) joint au présent dossier de consultation.

ARTICLE 7 – DUREE ET DELAIS

7.1 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est exécutoire à compter de la date de notification du marché par le titulaire.

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, renouvelable par période successive d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans à compter de sa notification au titulaire.

La décision de reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. En cas de non reconduction, le Pouvoir Adjudicateur informera le titulaire (mail ou porteur ou huissier) deux mois avant la date anniversaire du contrat. La non-reconduction du contrat vaut résiliation simple.

7.2 – DELAI D’EXECUTION

7.2.1 – Prise d’effet du marché

Par dérogation au CCAG-FCS, le délai d’exécution court à compter de la date de notification du bon de commande par le titulaire sauf si le bon de commande prévoit une date différente de démarrage.

7.2.2 – Délai d’exécution

Le délai d’exécution sera précisé sur chaque bon d’intervention transmis à l’entreprise par voie électronique.

En cas d’indisponibilité, le titulaire est tenu d’en avertir le maître d’ouvrage dans les meilleurs délais et, au plus tard 2jours après la réception du bon d’intervention.

7.2.3 - Lieu d’exécution

Le lieu d’exécution des prestations est l’aéroport international de Wallis-Hihifo - 98600 île de Wallis

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

L’acte d’engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire ou à ses sous-traitants, ou, au mandataire, à ses co-traitants et leurs sous-traitants.

8.2 – CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix unitaire.

Les prix sont exprimés en euros sans TVA, sans TGC.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l’exécution des prestations y compris les frais généraux, impôt et taxes. La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu’aucune prestation n’est à fournir par le maître d’ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les prix portés au BPU de l'entreprise s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement inclus ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des prestations, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que

soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces , l'entrepreneur est réputé avoir prévu , lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans ses prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse de leurs prix avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

8.3 VARIATION DES PRIX

Dans le cas où le présent marché est un accord-cadre sur plusieurs années, les prix sont fermes pour la première année et révisibles sur les années de reconductions.

Le prix du marché sera révisé par l'application de la formule suivante :

$$Pr = P0 * (Im/I0)$$

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé

P0 = Prix initial du marché

Im = dernière valeur de l'indice connue au mois de la révision des prix.

I0 = dernière valeur de l'indice connue au mois de référence (mois d'établissement des prix = mois précédent celui de la remise des offres).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Dans ce cas, l(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est :

<i>Index</i>	<i>Libellé</i>
SMIG	Evolution du SMIG

Publié au Service Territorial des Statistiques et des Etudes Economiques (STSEE - www.statistique.wf)

La révision est effectuée à chaque date anniversaire du présent marché.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

Clause de sauvegarde. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5 % par an.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à celle-ci.

8.4 – REGLEMENT DES COMPTES

8.4.1 – Présentation des demandes de paiement

Le titulaire présentera une facture à la fin de chaque intervention réalisée sur la base du bon d'intervention émis. Son montant pourra éventuellement être corrigé par le maître d'ouvrage, notamment en y incluant les pénalités de retard éventuelles.

8.4.2 – Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire des prestations réalisées,
- le cas échéant, l'ordre de service,
- le cas échéant, le numéro du bon de commande.

Article 8.5 – Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire devra utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

8.5.1 - Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou de sous-traitance

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant selon les dispositions réglementaires de la commande publique. Le délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 8.6 – INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

ARTICLE 9 – BONS DE COMMANDE

L'exécution du marché fera l'objet de bons de commandes notifiées au titulaire, pour une durée déterminée indiqué sur ce dernier (exemple de 6 mois ou d'un an). Ce bon de commande indiquera les prestations prévisionnelles que le titulaire aura à réaliser pendant cette période et, que le SEAC aura déterminées en amont.

Seules les prestations réellement réalisées au cours du mois n-1 pourront faire l'objet d'un règlement sur la base du bon d'intervention et du bon de commande émis par le SEAC.

En cas de dépassement du montant du bon de commande, celui-ci est ajusté par le service par un bon de commande complémentaire.

Les bons de commandes seront notifiés sur CHORUS, avec indication, au minimum, des éléments suivants :

- le nom du service demandeur,
- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature et la quantité des prestations à exécuter,
- le montant de la commande,
- le lieu de la prestation.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Sauf urgence, seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Aucun minimum de commande par bon de commande ne sera obligatoire.

La durée maximale du dernier bon de commande exécuté dans le cadre du présent marché ne pourra dépasser un délai de 3 mois à compter de la date de fin du marché.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE

10.1 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

10.2 - AVANCE

Aucune avance ne sera versée dans le présent marché.

10.3 – ASSURANCE

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

ARTICLE 11 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'admission des prestations s'effectuera conformément aux dispositions des articles 22 et suivants du CCAG-FCS ; elle interviendra ainsi dans un délai de 15 jours suivant la date de livraison.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire n'avisera pas le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront lui être présentées.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

11.1.1 - Equipements, mobiliers et locaux confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du marché, les équipements de contrôle ainsi que les mobiliers et les locaux opérationnels sont mis à disposition par le SEAC-WF au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Au plus tard le premier jour d'exécution du présent marché, un constat contradictoire est établi pour contrôler l'état des équipements, du mobilier et des locaux au moment de leur mise à disposition au titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Ce constat sera repris, complété et signé des parties, en fin d'exécution du marché, pour faire mention de l'état des équipements, mobiliers et locaux au jour de la restitution par le titulaire au SEAC-WF. Les clauses de l'article 17 du CCAG-FCS s'appliquent.

11.1.2 - Conditions d'exécution des prestations

Les personnels chargés d'assurer les prestations devront disposer des documents obligatoires, des qualifications et des agréments administratifs et judiciaires.

ARTICLE 12 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION

Le marché public ou l'accord cadre peuvent être modifiés, quel qu'en soient leur montant.

Ces modifications pourront prendre la forme de clauses de réexamen conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique 2019.

1. Clause de réexamen

Les modifications du marché, quel que soit leur montant, sont dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence dès lors que celles-ci ont été prévues dans les documents du contrat initial sous la forme de clauses de réexamen.

Les clauses de réexamen pourront porter sur :

- Les variations du prix du marché.
- Les options, les tranches optionnelles et les reconductions.
- Les prestations complémentaires : il s'agira de marchés complémentaires de fournitures (article R2122-4) et de marchés de travaux ou de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (article R2122-7).
- La durée et les délais d'exécution des marchés ou accords-cadres.
- Les décisions de poursuivre.

2. Modifications justifiées par des prestations supplémentaires

En application des articles R2194-2 à R2194-4 du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur peut inclure dans un marché existant des travaux, services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ;
- présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Dans le cadre d'un marché de fournitures, le pouvoir adjudicateur pourra recourir, dans l'hypothèse où les livraisons complémentaires envisagées impliqueraient une augmentation du marché supérieure à 50% du montant initial, à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence prévue aux articles R2122-1 et R2122-4 du code de la commande publique 2019.

3. Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues

En application des articles R2194-5 et L3135-5 du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur peut modifier son contrat lorsqu'il est confronté à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Ce sont des circonstances extérieures qu'un pouvoir adjudicateur, bien qu'ayant fait preuve d'une diligence raisonnable lors de la préparation du marché initial, n'aurait pu prévoir, compte tenu des moyens à sa disposition, de la nature et des caractéristiques du projet particulier, des bonnes pratiques du secteur et de la nécessité de mettre en adéquation les ressources consacrées à la préparation de l'attribution du marché et la valeur prévisible de celui-ci. La modification sera limitée à 50 % du montant du marché initial et n'altérera pas la nature globale du contrat.

4. Changement de cocontractant

En application de l'article R2194-6 du code de la commande publique 2019, la substitution du titulaire d'un marché par un autre opérateur économique constitue en principe une modification substantielle du contrat et ce transfert doit, par conséquent, faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence.

La cession d'un contrat au profit d'un nouveau titulaire est néanmoins admise dans les deux cas suivants :

- lorsqu'elle intervient en application d'une clause de réexamen ou d'une option univoque du contrat initial ;

- lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et ne vise pas à se soustraire à l'application de la présente directive.

5. Le montant des modifications envisagées est inférieur à certains seuils

En application des articles R2194-8 et R2194-9 du code de la commande publique 2019, la modification envisagée ne doit pas excéder 10% du montant s'il s'agit d'un marché de fournitures ou de services ou d'un contrat de concession et 15% s'agissant des marchés publics de travaux. En outre, les modifications envisagées ne doivent pas dépasser les seuils de passation des procédures formalisées.

Si ces deux conditions sont satisfaites, les parties peuvent conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

12.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires.

ARTICLE 13 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

13.1 – PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités applicables sont les suivantes :

La liste des pénalités est présentée dans le tableau ci-après :

CODE	INTITULE	MODE D'APPLICATION	MONTANT TTC
1	TENUE - Uniforme non porté (veste, pantalon, chemise ou autres) - Nom de la société non apposé sur l'uniforme	Par constat	2000 F CFP

CODE	INTITULE	MODE D'APPLICATION	MONTANT TTC
	- Propreté de la tenue non satisfaisante - Non-port du brassard		
2	COMPORTEMENT - Constat de l'exploitant ou d'un service intervenant - Constat du CPO ou d'un agent du SEAC-WF - Plainte de Tiers	Par constat	2000 F CFP
3	SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES POSTES - Mauvaise application ou non-application des consignes du poste - Réalisation non conforme du contrôle d'accès - Tenue incorrecte des registres	Par infraction	2000 F CFP
4	CONNAISSANCE DES CONSIGNES - les agents ne connaissent pas l'ensemble des consignes demandées lors du contrôle - les agents ne connaissent pas la réglementation du site lors du contrôle	Par constat	2000 F CFP
5	RESPECT DES HORAIRES, TENUE DES POSTES - Absence constaté d'un agent - L'horaire n'a pas été respecté - La mission n'a pas été effectuée	Par constat	2000 F CFP
6	RAPIDITE D'INTERVENTION SUR INTERVENTION EN CAS DE MISSION SUR POSTE FIXE Un délai d'intervention en cas d'incident, lors d'une mission en poste fixe, est fixé entre le déclenchement et le moment où l'agent du titulaire rend compte au PC concerné de son arrivée (il doit être inférieur ou égal à 10 minutes par rapport à l'horaire notifié). - Si délai <10 minutes	Par infraction	5000 F CFP
7	CONTRÔLE DES DOSSIERS DES AGENTS Un audit sur la conformité de la mise à jour du personnel est réalisé : - Pièces du dossier manquant - Dossier non conforme	Par infraction	2000 F CFP
8	QUALIFICATION Un contrôle s'effectue en comparant les qualifications proposées par le titulaire et le contrat : - les qualifications mentionnées ne correspondent pas à celles définies dans le cadre du marché	Par infraction	5000 F CFP
9	FORMATION La formation du personnel est contrôlée. - Document non fourni pour un agent - Document non conforme ou périmé Non-respect des obligations de formation : en cas de non-présentation des justificatifs nécessaires à la vérification de la mise en œuvre des actions de formation, le titulaire	Par infraction	2000 F CFP

CODE	INTITULE	MODE D'APPLICATION	MONTANT TTC
	encourt également une pénalité journalière de 50 € par jour de retard à compter de la date de la réunion trimestrielle de suivi au cours de laquelle cette non-présentation est constatée.		
10	RELATIONS CONTRACTUELLES Les relations contractuelles sont appréciées. 1 pénalité est appliquée si l'une des situations suivantes est constatée : -Documents non remis par le titulaire à la demande du SEAC-WF, sous 8 jours ouvrés. -Non-réponse aux courriers des responsables du SEAC-WF sous 8 jours ouvrés.	Par constat	5000 F CFP

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- les pénalités de retard sont dues dès le 1^{er} euro ou CFP, quel que soit leur montant,
- les pénalités de retard ne sont pas limitées à 10%,
- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,
- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

ARTICLE 14 – NANTISSEMENT ET CESSIION

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna

ARTICLE 15 – SOUS-TRAITANCE

Il est demandé que la réalisation des tâches essentielles du marché soit effectuée par l'entreprise principale.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC ou 71.599 CFP.

Les éventuels sous-traitants devront être déclarés, en vue de leur acceptation et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions des articles R2193-3 à R2193-8 du code de la commande publique 2019 et de l'article 3.6 du CCAG-FCS, l'attributaire devra :

- annexer sa déclaration de sous-traitance au présent contrat valant acte d'engagement si la demande de sous-traitance est présentée au moment de l'offre,
- remettre un acte spécial si cette demande est présentée après l'attribution du marché.

Le titulaire pourra utiliser le dernier formulaire DC4 à jour relatif à la déclaration de sous-traitance, téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj>.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
 - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - ses moyens en personnel ;
 - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
 - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles.
- les attestations d'assurances responsabilités civile de dommage aux tiers en cours de validité.
- Le RIB ou RIP du sous-traitant à payer directement.

Si le titulaire a sous-traité une partie des prestations sans le déclarer au Pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de résilier de plein droit le marché sans préjudice des dommages et intérêts, conformément aux dispositions de l'article 32.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché public. Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché, diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Les clauses du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en

s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna.

ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPETENT

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAP	Article CCAG	Intitulé
2	4.1	Pièces contractuelles
6.2.1	13	Délai d'exécution
10.1	27.2.2/27.3	Conditions d'exécution des prestations
12.1	14.1	Pénalités

Signature de l'entreprise